

## **Le taux de chômage ramené à 8,3 % fin mars est peu mis en avant par le gouvernement Rémi Barroux, *Le Monde* 28 avril 2007**

*Le nombre de demandeurs d'emploi s'est réduit à 2 036 000 en mars, selon l'ANPE, confirmant un mouvement engagé depuis deux ans. Cette baisse est contestée par des chercheurs*

Avec 8,3 %, soit le plus bas taux depuis près de vingt-cinq ans, et 2 036 000 chômeurs, le chiffre du chômage de mars 2007, le dernier avant le changement de gouvernement, aurait pu être un excellent argument pour la majorité sortante. Et à trois dizaines de milliers près, le gouvernement aurait pu déclarer avoir fait passer le nombre des chômeurs sous la barre symbolique des deux millions, regrettait-on, jeudi 26 avril, au ministère de l'emploi.

Campagne électorale oblige, les priorités sont ailleurs et les ministres du pôle social sont occupés à mener la campagne de Nicolas Sarkozy. A la différence des derniers mois donc, point de communiqué se félicitant de la baisse du chômage de la part du ministère de l'emploi qui s'est contenté, jeudi 26 avril, de publier les chiffres du chômage, rappelant leur nature " provisoire ". L'Insee a en effet décidé de revoir son enquête emploi annuelle qui lui permet de corriger les chiffres du chômage et ne validera donc les statistiques qu'à l'automne 2007.

Si la baisse quasi ininterrompue du chômage en France depuis deux ans semble indéniable, les créations d'emploi ou le nombre de nouveaux cotisants au régime d'assurance-chômage en attestant, l'ampleur de cette baisse comme le niveau du chômage restent sujets à caution. Ce que reconnaissait le premier ministre sur France Info, jeudi. " *On peut mettre en cause, dans l'absolu, la nature de la mesure du chômage, a déclaré Dominique de Villepin, et dire que le chômage se situe à un niveau plus ou moins élevé, mais on ne peut nier que le chômage a baissé de 2 points au cours des deux dernières années.* "



### **" INDÉNIABLE "**

De son côté, la présidente de l'Unedic, Annie Thomas (CFDT), confirme bien une " *baisse indéniable du chômage*", mais considère que " *les responsables de l'Insee n'ont pas été à la hauteur*". " *L'Insee aurait dû expliquer que le type d'enquête menée ne correspond plus à la réalité du marché du travail, fait-elle valoir. Aujourd'hui, on peut être au travail le matin et au chômage dans l'après-midi*". Néanmoins, la présidente de l'organisme d'assurance-chômage croit voir dans la polémique sur les chiffres " *une querelle politicienne de la part de certains, qui ne permet pas d'aller au fond, à savoir les mesures réelles d'accompagnement à mettre en place pour les chômeurs* "

Face à cette baisse revendiquée et aux chiffres annoncés, les statisticiens du ministère de l'emploi étaient appelés à la grève, jeudi, pour " *s'opposer à la publication du taux de chômage* ". Et une cinquantaine d'économistes, universitaires, chercheurs, engagés pour certains à gauche, ont écrit, mercredi, au ministre de l'emploi, Jean-Louis Borloo, pour lui demander aussi " *de suspendre cette publication* ". " *L'affichage d'un taux de chômage artificiellement bas relève de la manipulation de l'opinion publique, alors que les périodes électorales devraient être des moments de transparence sur le bilan des politiques menées* ", écrivent les signataires, parmi lesquels Thomas Piketty, Xavier Timbeau, Christian Baudelot, Thomas Philippon, Bernard Gazier, Christophe Ramaux... Selon eux, "

*les données de l'ANPE - à partir desquelles sont établies les statistiques officielles -, à la suite de modifications administratives, ne sont plus en l'état exploitables pour ce calcul et conduisent à une sous-estimation forte du taux de chômage ".*

Selon le ministère de l'emploi, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie 1 (à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée indéterminée et n'ayant pas travaillé plus de 78 heures dans le mois) est de 1,4 % au mois de mars, - 29 500, soit une assez forte réduction (le mois dernier, elle était d'à peine 20 000). Sur un an, ce nombre décroît de 10,8 %. Fin mars, la France comptait 2 036 000 demandeurs d'emploi (catégorie 1).

La baisse concerne toutes les catégories. Le chômage des jeunes a reculé de 1,4 %, le taux de chômage des moins de 25 ans s'établissant à 21,2 %. Pour les 50 ans et plus, le recul est 1,8 % (10,6 % sur un an). Le chômage longue durée est en baisse de 3,2 % le mois dernier et de près de 20 % sur un an.

Les sorties des fichiers de l'ANPE ont crû de 0,6 % (variation annuelle) pour "*reprise d'emploi déclarée*", et de 11,2 % pour radiation administrative, alors que les sorties pour "*absence au contrôle*" baisseraient de près de 1 %.

A l'heure où étaient publiés ces chiffres, jeudi, plusieurs dizaines de militants intermittents et chômeurs, qui occupaient depuis deux jours le toit de l'Unedic à Paris, étaient évacués sans ménagement par la police. Ils étaient venus réclamer notamment la fin du suivi mensuel obligatoire des chômeurs... et un accès plus démocratique aux statistiques du chômage.